



Faits marquants

Sommet Climate

Chance Afrique 2023



Appel à l'action

Feuille de route des

acteurs non-étatiques

FEUILLE DE ROUTE DE YAOUNDÉ POUR UN HABITAT DURABLE EN AFRIQUE



LE SOMMET CLIMATE CHANCE AFRIQUE 2023

« Habitat Durable et Changement Climatique en Afrique » s'est tenu les 23 et 24 octobre 2023 à Yaoundé, à l'Institut Français du Cameroun. L'événement s'inscrivait dans le cadre de la Campagne urbaine mondiale (WUC) et était à l'agenda officiel d'Urban October d'ONU-Habitat. Le Sommet a été un succès remarquable, marquant un point d'étape pour l'accélération de la mise en œuvre d'actions d'adaptation et d'atténuation en matière d'habitat durable, accessible et inclusif, une thématique majeure au cœur de l'action climat dans les territoires d'Afrique.



Plénière de clôture en présence du Ministre de la Décentralisation et du Développement Local, Georges Elanga Obam et de Yannick Noah, chef du village d'Etoudi



PENDANT DEUX JOURS,

le Sommet a réuni 800 participants de 40 nationalités, de nombreuses organisations et plusieurs réseaux africains, nationaux, internationaux d'acteurs non-étatiques impliqués dans l'action climat : collectivités locales, entreprises, établissements d'enseignements et de recherche, organisations environnementales, organisations de femmes, de la jeunesse... Parmi les réseaux impliqués, citons : la Convention des Maires en Afrique Subsaharienne (CoM SSA), ICLEI Afrique, CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis) Afrique, CVUC (Communes et Villes Unie du Cameroun), la FNAU (Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme)... ; de grandes organisations internationales : ONU-Habitat, OCDE... ; les banques de développement : AFD, GIZ, BOAD... ; les ONG : Enda Energie, JVE Cameroun, UrbaMonde, WEFC...

Une quarantaine de sessions : plénières, tables rondes, ateliers, formations et animations hors-les-murs ont été proposées, autour de 100 intervenants, experts et acteurs de terrain.

À LA FIN DU SOMMET,

les participants ont appelé à une action collective et coordonnée. Le Sommet Climate Chance Afrique 2023 s'est ainsi conclu le 24 octobre avec l'adoption de la Feuille de route de Yaoundé pour un habitat durable en Afrique, élaborée par l'ensemble des réseaux et acteurs non-étatiques réunis au Cameroun, Elle présente un ensemble de recommandations concrètes et de priorités d'action publique pour accélérer l'action sur l'habitat dans les territoires africains. La Feuille de route de Yaoundé a été officiellement remise à la Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain du Cameroun, Célestine Ketcha Courtès et au Ministre de la Décentralisation et du Développement Local, Georges Elanga Obam.



Remise de la Feuille de Route de Yaoundé pour un Habitat durable en Afrique à la Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain du Cameroun, Célestine Ketcha Courtès

LA FEUILLE DE ROUTE DES ACTEURS NON-ÉTATIQUES

fruit d'un travail collaboratif avec les acteurs non-étatiques dans leur diversité, est aujourd'hui largement soutenue par les principaux réseaux de gouvernements locaux africains, d'importantes organisations de la société civile et d'autres spécialisées sur les questions d'habitat.

Parmi les messages à retenir de la Feuille de route de Yaoundé pour un Habitat durable en Afrique, notons les suivants :

- Les autorités locales ont un rôle essentiel à jouer, il est essentiel de renforcer leurs moyens d'action.
- Il est nécessaire de développer les outils de planification et de gouvernance foncière dans les stratégies d'habitat durable.
- La réponse à l'explosion démographique des mégapoles africaines passe par le renforcement des villes moyennes, l'amélioration des conditions de vie dans les campagnes, afin d'éviter l'exode rural.
- Au vu des besoins, il faut intégrer l'habitat informel dans les stratégies globales, travailler à son amélioration progressive, s'appuyer sur les expériences qui s'y développent, éviter les constructions en zones de vulnérabilité.
- L'action climatique urbaine doit bénéficier d'une véritable stratégie pour éviter l'explosion des émissions de GES, s'inscrire dans les contributions nationales déterminées des Etats africains.
- Les filières de l'eco-construction, les savoir-faire de l'habitat traditionnel, adaptés au défi du changement climatique, doivent être soutenus.

- Il faut évidemment renforcer et diversifier les financements à la hauteur de ces enjeux, intégrer les possibilités venant de la finance climat, inscrire les investissements des diasporas dans des stratégies de durabilité.

LE PLAIDOYER

Plusieurs événements et conférences autour des questions du changement climatique et de l'habitat, nous ont permis de poursuivre le travail de plaidoyer entamé à Yaoundé et de porter les messages clés de la Feuille de route dans plusieurs enceintes officielles. En 2023, elle a été présentée lors de la COP28 (Dubai). Les messages de Yaoundé ont été mis en avant lors des discussions lors du 1^{er} Forum mondial sur les bâtiments et le climat, organisé par l'État Français et l'UNEP (United Nations Environment Programme) à Paris en mars 2024. Parmi les autres événements nationaux et internationaux majeurs de l'année, citons aussi : la 12^e session du Forum Urbain Mondial (Caire) et la COP29 (Bakou).

Patricia Tomaino Ndam Njoya, maire de Fumban et représentante de l'Association Communes et Villes Unie du Cameroun (CVUC), portant le plaidoyer de la Feuille de route de Yaoundé pour un Habitat durable en réunion ministérielle au 1^{er} Forum mondial sur les Bâtiments et le Climat.



FEUILLE

DE ROUTE

DES ACTEURS

NON-ÉTATIQUES

Nous, réseaux d'acteurs non-étatiques internationaux et africains, réunis à Yaoundé les 23 et 24 octobre 2023 à l'occasion de la Conférence Climate Chance Afrique 2023 sur le thème de l'Habitat Durable et le Changement Climatique en Afrique, avons élaboré collectivement cette feuille de route sur les priorités d'interventions pour répondre à ce défi majeur pour le continent africain qui nécessite de mobiliser toutes les capacités.

Nous avons inscrit notre travail dans le cadre des résolutions internationales qui fixent les objectifs de la communauté internationale.

- Objectif du Développement Durable 11 « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables »
- L'Accord de Paris de 2015 sur le changement climatique
- La feuille de route du dernier Forum Urbain Mondial tenu à Katowice en 2022 : « Transforming Our Cities for a Better Urban Future »
- La cible 12 du nouveau cadre mondial pour la biodiversité (KM-GBF) («to significantly increase the area and quality, and connectivity of, access to, and benefits from green and blue spaces in urban and densely populated areas sustainably »)

ÉLABORÉE ET ADOPTÉE À YAOUNDÉ LORS DU SOMMET CLIMATE CHANCE « HABITAT DURABLE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE EN AFRIQUE » DES 23 ET 24 OCTOBRE 2023

Nous nous sommes appuyés pour cette feuille de route sur les derniers sommets africains :

- Africa Climate Week 2023 : [Déclaration des dirigeants africains de Nairobi sur le changement climatique et l'appel à l'action](#)
- Forum régional des maires (FRM) de la CoM SSA en 2023 : [Déclaration finale](#)
- Africités 2022 : [Déclaration finale de la 9ème édition du sommet Africités](#)
- Semaine Climat et Énergie 2023 : [Déclaration de Saly](#)

Nous saluons les initiatives entreprises ces dernières années, avec lesquelles cette feuille de route rentre en synergie, notamment :

- L'Initiative SURGe : lancée par la présidence de la COP27 en partenariat avec ONU-Habitat et ICLEI, l'initiative SURGe vise à donner une impulsion aux projets existants sur le terrain en adoptant une approche multidimensionnelle pour assurer la résilience des systèmes urbains à tous les niveaux d'urbanisation.
- La Convention des Maires en Afrique subsaharienne – CoM SSA : Depuis 2015, la Convention des Maires pour l'Afrique subsaharienne (CoM SSA), cofinancée par l'Union européenne, le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement et l'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID), a été un catalyseur majeur pour l'action climatique locale de la région, grâce à l'engagement politique de plus de 360 gouvernements locaux. L'objectif de la CoM SSA est d'aider les gouvernements locaux à passer de la planification climatique à la mise en œuvre, en visant à débloquer le financement climatique au niveau local.

NOS PROPOSITIONS

POUR UN HABITAT

DURABLE EN

AFRIQUE

Alors que les villes africaines accueilleront en 2050 les deux tiers de la population du continent, le développement rapide des aires urbaines africaines n'arrive pas à se faire de manière suffisamment planifiée et organisée avec la réalisation des infrastructures et services urbains requis. Nous en connaissons les conséquences : les villes africaines sont triplement informelles pour leur habitat, leur économie et leur gouvernance. Entre 1990 et 2015, 90% de la croissance de l'habitat (des zones résidentielles) était informelle et non planifiée avec un faible accès à l'eau et à l'énergie, des problèmes de pollutions et de santé publique accrus, une plus grande vulnérabilité aux risques climatiques, notamment les inondations, perte de biodiversité due à l'étalement urbain dans des zones sensibles, etc. En l'occurrence, la planification et la gestion urbaines telles que pratiquées dans les villes africaines, sont dépassées par la vitesse de l'urbanisation et de la démographie urbaine.

Par ailleurs, les villes africaines dépendent fortement de leur hinterland, de leurs territoires écologiques, une gestion urbaine performante et gouvernance inclusive des territoires sont nécessaire afin qu'elles réalisent leur potentiel pour devenir des moteurs d'un développement durable de leurs territoires et pays respectifs, et par conséquent du continent tout entier.



1 - Renforcer les moyens d'action des gouvernements locaux



2 - Inscrire la planification et la gouvernance foncière au cœur des stratégies



3 - Développer l'offre de logements



4 - Élaborer une véritable stratégie énergétique et climatique urbaine



5 - Réduire la vulnérabilité des territoires



6 - Renforcer et adapter les financements



1 - Renforcer les moyens d'action des gouvernements locaux

Sans une décentralisation renforcée (amélioration du cadre institutionnel permettant d'assurer gestion urbaine performante - principe de subsidiarité, dévolution et transferts effectifs des compétences en particulier, etc.), il nous paraît illusoire d'envisager progresser dans le sens d'un développement urbain durable.

NOUS ENCOURAGEONS donc les gouvernements nationaux à renforcer les capacités d'interventions des gouvernements locaux :

- Par un renforcement des pouvoirs de planification, de gestion urbaine et de maîtrise foncières
- Leur donnant plus de capacité à prélever des impôts et des ressources locales
- Par un dialogue renforcé avec les territoires urbains et ruraux

Dans tous les cas, nous prôtons le renforcement du dialogue entre les Etats et les autorités locales. Nous insistons sur l'importance des coopérations entre territoires, entre villes du Sud entre elles, et dans le cadre des coopérations décentralisées. Nous soulignons l'enjeu de prendre en compte autant les villes intermédiaires que les métropoles, dans une logique d'aménagement équilibré des territoires.





2 - Inscrire la planification et la gouvernance foncière au cœur des stratégies

Le déficit de planification, dans un contexte de fort développement des centres urbains, est aujourd'hui une difficulté majeure. La mauvaise maîtrise du foncier, avec des régimes fonciers souvent complexes, inadaptés aux besoins des populations, est un des principaux problèmes à affronter. Il exclut une part importante de la population de l'accès à un logement décent, renforce les inégalités, en particulier l'accès des femmes à la propriété.

L'évolution de la gestion foncière est nécessaire, adaptée aux différentes réalités locales. Elle doit se nourrir d'échanges entre les territoires pour mettre en évidence les réussites et les difficultés. Elle doit aller de pair avec une évolution de la fiscalité, permettant de renforcer les moyens et l'autonomie des autorités locales.

Le soutien au développement de ces capacités d'aménagement, concerté et participative, doit être une priorité et doit être soutenu par les institutions nationales et internationales.

NOUS INSISTONS sur les enjeux du renforcement de l'ingénierie territoriale, de la formation et de l'accès aux nouveaux outils numériques. La production de données fiables, désagrégées et spatialisées est un enjeu majeur, et elles doivent être facilement accessibles aux décideurs locaux.

Cette planification doit intégrer tous les enjeux environnementaux et sociaux. Inclusive, elle doit garantir la mixité des habitats, remédier aux inégalités de genres existants, permettre des mobilités durables et accessibles y compris aux populations modestes, limiter les pollutions, intégrer les risques climatiques et être un outil d'adaptation et de résilience. Elle doit s'appuyer sur les solutions innovantes forgées dans les quartiers informels. Elle doit intégrer et préserver la nature en ville comme enjeu récréatif, pédagogique et d'adaptation au changement climatique, être attentive à ce que l'étalement urbain ne se fasse pas au détriment des terres agricoles et des aires naturelles sensibles dans leur diversité.

Elle ne peut se déployer sans associer étroitement les populations concernées et intégrer les réalités locales. En ce sens, elle doit se penser comme un outil de renforcement de la gouvernance et de la démocratie locale. Cette planification n'est possible que dans un dialogue et une stratégie partagée entre territoires urbains, péri-urbains et ruraux, en intégrant les enjeux alimentaires, énergétiques et de l'eau.





3 - Développer l'offre de logements

La pénurie de logements est aujourd'hui une des difficultés majeures des villes africaines, avec ses conséquences en exclusion sociale et développement de l'habitat informel. De plus, ces logements s'appuient sur des techniques de construction mondiales conventionnelles, avec beaucoup de béton et d'acier. Ils sont chers à construire avec beaucoup d'importations de matériaux et des coûts carbone élevés.

Au vu des besoins quantitatifs, il n'y aura pas de solution unique. Il faudra de la diversification, de la construction neuve dans un espace public de qualité, mais aussi l'intégration de l'habitat auto-construit, qu'il s'agit d'accompagner, en s'appuyant sur les habitants.

NOUS PROPOSONS tout d'abord de renforcer des structures publiques et parapubliques en capacité de produire des logements en quantités significatives. Ces structures doivent pouvoir s'appuyer sur une ingénierie renforcée et avoir une réelle capacité de fonds propres, ainsi que d'accès au crédit.

Il faudra aussi faciliter les capacités de production du secteur privé y compris de co-production par les habitants en particulier pour l'évolution des quartiers informels, qui passera par la sécurisation foncière et l'accès aux services urbains de base. Il s'agit aussi de reconnaître, valoriser et appuyer les initiatives citoyennes en matière de production d'habitat abordable, par un cadre juridique et financier adapté et incitatif.

Il faut renforcer la recherche développement sur les techniques urbaines durables (agro-matériaux, construction & aménagement durables, mobilité douce, pollution, etc.), les liens École/Formation et habitat durable (Offres de formation et débouchés), et encourager l'Éco-conception et l'éco construction des habitats responsables

Les constructions en matériaux locaux et techniques traditionnelles doivent bénéficier d'un véritable soutien en promotion, formations accessibles aux femmes comme aux hommes, et structuration des filières. Il faut renforcer la recherche-développement, s'appuyer sur des constructions pilotes pour l'expérimentation et la démonstration, et être attentifs à la transmission des savoir traditionnels. Il convient de soutenir et améliorer les référentiels existants en Afrique de compétences et de certification pour la construction en terre.



Pitch Corner avec
Vincent Kitio (ONU
Habitat)

4 - Élaborer une véritable stratégie énergétique et climatique urbaine

L'urbanisation est au cœur des défis énergétiques du continent africain. Elle est à la fois au cœur de l'augmentation de la demande en énergie, les ménages urbains en consommant trois fois plus que les familles rurales, et de toutes les inégalités, les populations urbaines les plus précaires en subissant un accès particulièrement difficile.

La consommation énergétique est aussi une des plus grandes sources de GES du continent, par l'utilisation d'énergies fossiles pour la mobilité ou la production électrique, ou par la déforestation indirecte pour les besoins en bois de cuisine.

Une politique volontariste de développement d'énergies renouvelables et plus que jamais nécessaire, les villes et les territoires africains doivent en être acteurs.

NOUS PROPOSONS le renforcement de la décentralisation de la fourniture d'électricité, en s'appuyant sur des productions adaptées comme le photovoltaïque, en impliquant les acteurs locaux. Les autorités locales et les communautés locales doivent avoir accès à des outils innovants, comme les contrats d'achat d'énergie renouvelable (green PPA).

La question des bois combustibles de cuisson doit être intégrée dans les stratégies de planification urbaine et péri-urbaine. Des productions dédiées, gérées dans le moyen-terme, peuvent participer à une meilleure gestion et régénération des zones agricoles. Les besoins énergétiques des TPE / coopératives de transformation alimentaires, souvent gérées par des femmes, doivent faire l'objet d'une attention particulière.

Les efforts des villes pour réduire leur empreinte carbone, par une meilleure offre de mobilité collective, une accessibilité pensée pour tous, l'efficacité énergétique, l'éco-conception ou le développement des productions renouvelables locales, doit être intégré dans les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) des États africains.

Cette stratégie énergétique et climatique urbaine doit également prendre en compte la problématique de la valorisation des déchets à l'échelle d'un territoire. Le développement de l'économie circulaire étant un enjeu important.





5 - Réduire la vulnérabilité des territoires

Adapter les territoires à un changement climatique inéluctable est une nouvelle contrainte posée dans le développement d'un habitat durable.

NOUS INSISTONS sur l'importance de diagnostics à l'échelle des territoires sur leur vulnérabilité spécifique. Les projets de construction et de rénovation urbaine doivent intégrer cette connaissance des risques et leur cartographie. Cela concerne à la fois les programmes de construction neuve et la rénovation des quartiers d'habitat informel. Les zones reconnues comme à haut risque doivent demeurer non-aedificandi.

Cette adaptation doit se traduire aussi à l'échelle de la construction. L'éco-conception des bâtiments doit en garantir l'habitabilité.



6 - Renforcer et adapter les financements

Sans une augmentation considérable des moyens mobilisés pour le développement urbain durable en Afrique, il est illusoire d'envisager des résultats significatifs.

Aujourd'hui les villes cumulent le manque de ressources fiscales autonomes, l'insuffisance des budgets nationaux alloués aux villes et territoires, le faible investissement privé et un faible accès au financement international.

Face à ce constat, nous proposons tout d'abord de renforcer les capacités des villes en gouvernance et gestion financière. Il faut développer l'expertise locale en matière de mobilisation de ressources (finance climatique, ingénierie des green bonds, etc.) Il s'agit aussi de trouver des formes de financement adaptées à toutes les formes de demandes et de besoins.

NOUS REPRENONS les propositions faites lors de précédents sommets africains sur la nécessité d'accroître les financements mis à disposition des régions, villes et villages africains pour mettre en œuvre des projets locaux déjà approuvés. « Ce financement devrait être réparti sur la base de critères transparents et fondés sur des données factuelles » (Déclaration du Forum Régional des Maires de la CoMSSA, Nairobi - 2023), en insistant sur l'importance dans ce cadre « d'accompagner le développement des villes intermédiaires africaines, en mettant en œuvre des financements adaptés aux réalités locales » (Déclaration finale de la 9^e édition du Sommet Africités, Kisumu - 2022).

Créer les conditions favorables à une meilleure utilisation de la fiscalité locale et à un recouvrement efficace des impôts locaux, notamment la taxe foncière, est un enjeu majeur. C'est aussi la sécurisation des recettes des autorités locales qui permettra aux villes africaines d'avoir accès à des emprunts et des financements nouveaux, notamment les obligations vertes. La question des fonds de garanties permettant l'accès au crédit est aussi posée.

La mobilisation des fonds climat pour le développement urbain est une opportunité à saisir. Il faut « répartir de manière équitable des financements climatiques au profit des collectivités » comme souligné dans la Déclaration de Sally - 2022 portée par ENDA ENERGIE. La construction bas carbone et la foresterie urbaine pourraient tout particulièrement s'appuyer sur ces financements. Nous devons aussi être attentifs à l'utilisation des fonds investis en Afrique par les diasporas, une opportunité qui doit s'inscrire dans une stratégie d'habitat durable.

Ces différents financements climat doivent aussi accompagner l'adaptation au changement climatique, comme l'ont réaffirmé les dirigeants africains à Nairobi en septembre 2023 : « Promouvoir les investissements dans les infrastructures urbaines, notamment en modernisant les établissements informels et les bidonvilles afin de construire des villes et des centres urbains résilients au changement climatique ».

Cette mobilisation financière doit pouvoir s'appuyer sur des outils de formation et d'information. Des plateformes collaboratives d'échanges sur les opportunités existantes de financements obtenus et leur impact seraient précieuses pour renforcer la capacité des territoires à accéder à de nouveaux financements. Les coopérations décentralisées peuvent aussi jouer un rôle dans l'accompagnement d'ingénierie pour le montage de dossiers complexes.

Nous soulignons l'importance d'une adaptation des banques et organismes financiers aux réalités socio-économiques locales et aux capacités d'ingénierie des acteurs.

LA FEUILLE DE ROUTE DE YAOUNDÉ EST SOUTENUE PAR



Depuis sa création en 2015, Climate Chance travaille au rapprochement des acteurs engagés dans la mise en œuvre des accords internationaux sur le Climat, la Biodiversité et la Désertification, en cohérence avec les Objectifs de Développement Durable. Il s'agit de la seule association internationale cherchant à fédérer l'ensemble des acteurs non-étatiques d'Europe et d'Afrique : gouvernements locaux, entreprises, organisations de la société civile, mais aussi médias, chercheurs et citoyens, œuvrant ainsi à l'accélération de l'action dans les territoires.

L'organisation d'événements fédérateurs est l'ADN de Climate Chance. Les Sommets Climate Chance en Europe et en Afrique constituent le moment de convergence de notre communauté d'acteurs et sont l'occasion de faire émerger des propositions communes portées à l'international. L'association s'est imposée comme un acteur clé dans la mobilisation et l'information sur les enjeux d'atténuation et d'adaptation au changement climatique en Afrique.

Ont été organisés 5 sommets sur le continent africain : Agadir (Maroc) en 2017, Abidjan (Côte d'Ivoire) en 2018, Accra (Ghana) en 2019, Dakar (Sénégal) en 2022 et Yaoundé (Cameroun) en 2023. A chaque édition, la "communauté climat" représentative de l'importance et de la diversité des acteurs et actrices africain.e.s, se mobilise largement (1 000 à 2 000 participants, 5 000 lors de la 1ère édition à Agadir).

A l'issue de nos sommets annuels, une stratégie active de plaidoyer est menée pour porter les messages clés et recommandations opérationnelles élaborés collectivement, réunis au sein d'une Déclaration / Feuille de route largement signée par les acteurs non-étatiques de notre réseau, lors des grands événements de l'agenda international du climat (COP) et dans d'autres enceintes, auprès d'institutions, décideurs.



ASSOCIATION CLIMATE CHANCE
 ASSOCIATION@CLIMATE-CHANCE.ORG
 WWW.CLIMATE-CHANCE.ORG

